



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 22 mai 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
201<sup>e</sup> année  
22 mai 2025  
n° 19 / 8084<sup>e</sup>  
pages 881 à 944



**SOCIÉTÉ / Ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025**  
La réforme du régime des nullités en droit des sociétés  
> chronique *Frédéric Danos et Antoine Tadros* 897

Nullités du droit des sociétés. Une inversion des valeurs :  
l'intérêt social au secours d'une décision sociale irrégulière  
> point de vue *Jean-Jacques Daigre* 895

## ÉDITORIAL

881 Fiction, *Thierry Revet*

## ACTUALITÉS

- 889 Administrateur provisoire (désignation) : défaut de qualité des créanciers
- 888 Marque (contrefaçon) : validité du procès-verbal de constat d'achat
- 889 Information précontractuelle : importance déterminante du consentement

## POINT DE VUE

895 Nullités du droit des sociétés. Une inversion des valeurs :  
l'intérêt social au secours d'une décision sociale irrégulière, *Jean-Jacques Daigre*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 909 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : Les étrangers ressortissants de pays tiers,  
Recherche sur la construction des catégories juridiques, *Maria Gkegka*
- 912 La fraude à la loi en droit fiscal, *Laurène Bach*
- 915 **Panorama** : Droit international privé, *Sandrine Clavel et Fabienne Jault-Seseke*
- 930 **Notes** : Forfait-jours et préjudice nécessaire : un rendez-vous manqué,  
note sous Soc. 11 mars 2025 [2 arrêts], *Joseph Morin*
- 934 Les conditions d'un préavis de rupture dégressif et non brutal,  
note sous Com. 10 mars 2025, *Clémence Morin-Guillaumaud*



940 Inopposabilité des paiements au débiteur insolvable,  
note sous CJUE 27 mars 2025, Jean-Luc Vallens

## ENTRETIEN

944 Francesco Natoli et Pauline Rodot – Les voies juridiques de mobilisation  
des avoirs russes gelés



Lefebvre Dalloz

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La Défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty DE FALCO  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉNIEZ

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

### RÉDACTION

#### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### • RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

#### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### • ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER  
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117,75 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLI-PRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mai 2025

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Thierry Revet

881

Fiction



## ACTUALITÉS

884

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Démarchage financier : responsabilité des  
établissements de crédit, *Civ. 1<sup>re</sup>*, 7 mai 2025

Consommation

Publicité comparative (notion) :  
système de notation ou d'attribution  
de points, *CJUE* 8 mai 2025

Pratique commerciale déloyale :

action sur le fondement de la concurrence  
déloyale, *Com.* 14 mai 2025

Clause abusive (prêt) : clause de déchéance  
du terme, *CJUE* 8 mai 2025

Clause abusive (agriculteur) : achat à des fins  
professionnelles et privées, *CJUE* 8 mai 2025

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (valeur locative) :  
obligation de paiement d'avance des loyers,  
*Civ. 3<sup>e</sup>*, 7 mai 2025

Propriété intellectuelle

Marque (enregistrement) : sous-catégories  
autonomes et cohérentes, *Com.* 14 mai 2025

Marque (contrefaçon) : validité  
du procès-verbal de constat d'achat,  
*Ch. mixte*, 12 mai 2025

Société et marché financier

Cession de droits sociaux (expertise) :  
pluralité d'évaluations, *Com.* 7 mai 2025

Société à responsabilité limitée : exercice  
de l'action sociale *ut singuli*, *Com.* 7 mai 2025

Administrateur provisoire (désignation) :  
défaut de qualité des créanciers,  
*Com.* 7 mai 2025

889

### DROIT CIVIL

890

### DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (reprise) : prorogation et cession  
du bail, *Civ. 3<sup>e</sup>*, 7 mai 2025

Bail rural (reprise) : effacement des effets  
de la prorogation du bail, *Civ. 3<sup>e</sup>*, 7 mai 2025

891

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Libération conditionnelle (terrorisme) :  
application de la loi du 3 juin 2016,  
*Crim.* 7 mai 2025

Action civile (préjudice) : action subrogatoire  
des tiers payeurs, *Crim.* 13 mai 2025

Cycle de conférences (Cour de cassation) :  
retour d'expérience des juridictions  
pénales internationales

Captation de données informatiques  
(nullité) : atteinte à la vie privée,  
*Crim.* 6 mai 2025

893

### DROIT PUBLIC

Fiscalité

Visite domiciliaire (données personnelles) :  
exploitation des traitements automatisés,  
*Com.* 7 mai 2025

894

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (rupture) :  
retrait d'un enfant à un assistant maternel,  
*Soc.* 14 mai 2025

risque du groupe Leseovze  
La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

**Bien-Propriété**  
Propriété (incorporation) : portée en matière  
d'indivision forcée, *Com. 3<sup>e</sup>, 7 mai 2025*  
Contrat-Responsabilité-Assurance  
Information précontractuelle :  
importance déterminante du consentement,  
*Com. 14 mai 2025*

Durée du travail (heures supplémentaires) :  
périodes d'astreinte de nuit, *Soc. 14 mai 2025*

Recueil Dalloz - 22 mai 2025 - n° 19

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

22 mai 2025 - n° 19 / 8084<sup>e</sup>



## POINT DE VUE

895 Nullités du droit des sociétés. Une inversion des valeurs :  
l'intérêt social au secours d'une décision sociale irrégulière  
par Jean-Jacques Daigre



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

897 La réforme du régime des nullités en droit des sociétés  
Commentaire de l'ordonnance n° 2025-229  
du 12 mars 2025  
par Frédéric Danos et Antoine Tadros

### NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

909 Les étrangers ressortissants de pays tiers  
Recherche sur la construction des catégories juridiques  
par Maria Gkegka

912 La fraude à la loi en droit fiscal  
par Laurène Bach

### PANORAMA

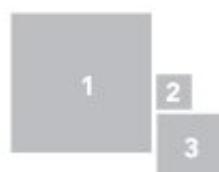
915 Droit international privé  
mars 2024 – février 2025  
par Sandrine Clavel et Fabienne Jault-Seseke

### NOTES

930 Forfait-jours et préjudice nécessaire : un rendez-vous  
manqué, note sous Soc. 11 mars 2025 (2 arrêts)  
par Joseph Morin

934 Les conditions d'un préavis de rupture dégressif  
et non brutal, note sous Com. 19 mars 2025  
par Clémence Mouly-Guillemaud

940 Inopposabilité des paiements au débiteur insolvable,  
note sous CJUE 27 mars 2025  
par Jean-Luc Vallens



## ENTRETIEN

944 Francesco Natoli et Pauline Rodot –  
Les voies juridiques de mobilisation des avoirs russes gelés

## À L'ATTENTION DES AUTEURS

---

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :

40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :

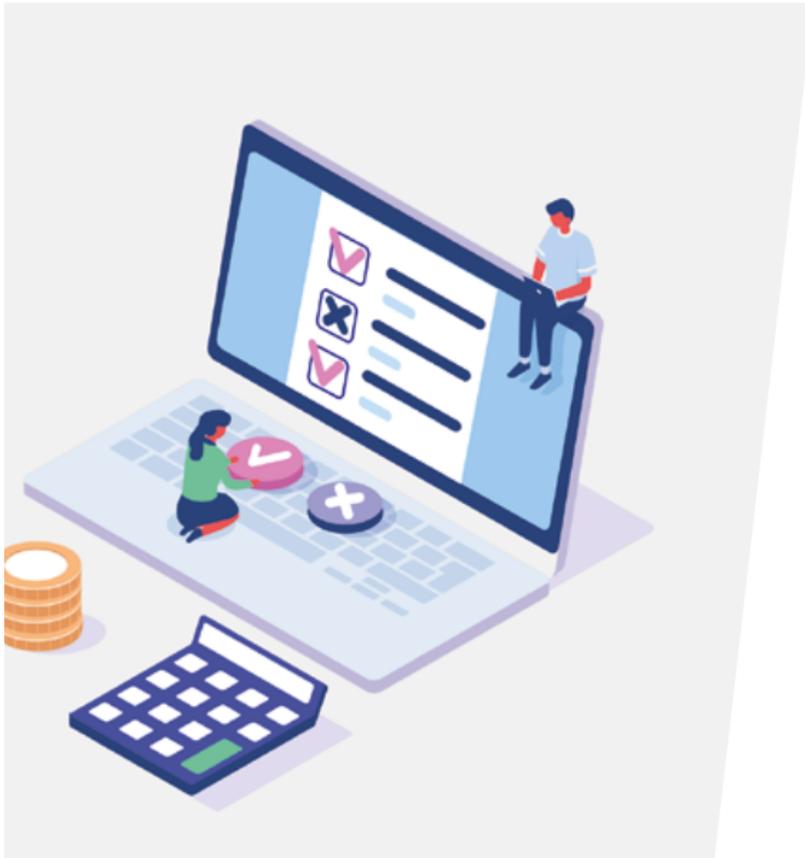
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;

- pour une note de jurisprudence :

20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :

5 500 signes (références entre parenthèses).



## GUIDE PRATIQUE

### COMPTE-RENDU ANNUEL DE GESTION DES SOCIÉTÉS CIVILES 2025

Chaque année, le gérant d'une société civile doit rendre compte de sa gestion aux associés. Le présent guide expose les différentes étapes à suivre pour organiser ce rendez-vous annuel. Il est assorti de tous les modèles utiles (cahier joint).



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



## À LA UNE

**Question pratique** - Le « paquet Dessins et modèles » : une possibilité accrue de valoriser le patrimoine immatériel des entreprises

24

**Commentaire** - Opérations de visite et saisie : des documents liés à l'enquête peuvent être saisis chez un salarié

22

**Biens de l'entreprise** - Une clause de non-recours n'exonère pas le bailleur de son obligation de délivrance

16

**Interview** - La médiation en cas de conflit entre actionnaires

28



**Lefebvre Dalloz**



## Sociétés

- 4 - Exclusion d'un associé de SAS
- 5 - Évaluation des droits sociaux
- 6 - Raccourcissement du mandat du commissaire aux comptes ou annulation de la décision l'ayant nommé
- 7 - Application anticipée du renforcement de la mixité dans les organes sociaux.
- 8 - Délai de réalisation d'une augmentation de capital réservée

## Bourse

- 9 - Dérogation à une OPA obligatoire pour « relation »

## Entreprise en difficulté

- 10 - Classes de parties affectées par le plan
- 11 - Liquidation judiciaire : cession d'actif

## Contrats

- 12 - Clause d'arbitrage et clause attributive de compétence dans un contrat
- 13 - Intérêts des sommes perçues par le mandataire
- 13 - Effet suspensif de prescription d'une transaction
- 14 - Renonciation à la caducité d'une promesse de vente

## Finances de l'entreprise

- 15 - Information de la sous-caution par la caution

## Biens de l'entreprise

- 16 - Obligation de délivrance du bailleur et clause de non-recours

## Concurrence

- 16 - Conditions de l'action en parasitisme

## Consommation

- 17 - Clause abusive et crédit à la consommation

- 19 - Information sur les qualités essentielles d'une installation aérovoltaïque

## Compliance

- 20 - Prescription du délit de corruption
- 20 - Notion de traitement de données personnelles

## Commentaire

- 22 - Opération de visite et saisie au domicile d'un salarié

## Question pratique

- 24 - Le « paquet Dessins et modèles » : une possibilité accrue de valoriser le patrimoine immatériel des entreprises

## Interview

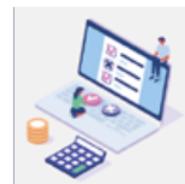
- 28 - La médiation en cas de conflit entre actionnaires

## Veilles

- 32 - Veille législative
- 32 - Veille fiscale et sociale



## GUIDE PRATIQUE



## Cahier joint

COMPTE-RENDU ANNUEL DE GESTION  
DES SOCIÉTÉS CIVILES 2025

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **Effet de la résolution unilatérale d'un contrat interdépendant d'une location financière**

Cass. com. 5-2-2025 n° 23-23.358 FS-B : Décisions 302

En cas de résolution unilatérale d'un contrat interdépendant d'une location financière, le juge peut constater la caducité de cette location, sans que soit mis en cause le cocontractant du contrat résolu, peu important que ces contrats aient été conclus avant ou après le 1<sup>er</sup> octobre 2016.

### **Indemnité d'occupation en cas d'exercice du droit d'option par le bailleur**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 27-2-2025 n° 23-18.219 FS-B : Décisions 308

Lorsque le bailleur exerce son droit d'option, le locataire est redevable d'une indemnité d'occupation, égale à la valeur locative, qui se substitue rétroactivement au loyer dû depuis la date d'expiration du bail dont le bailleur avait précédemment accepté le principe du renouvellement.

### **Avant la fin du contrat, le franchisé peut se préparer à concurrencer le franchiseur**

Cass. com. 19-3-2025 n° 23-22.925 F-B : Décisions 314

Le franchisé peut, avant la fin du contrat et de son engagement de non-concurrence, effectuer des actes préparatoires à une activité concurrente de celle du franchiseur mais pas commencer sa nouvelle activité.

### **La Cour de cassation confirme la validité des clauses de « buy or sell »**

Cass. com. 12-2-2025 n° 23-16.290 FS-B : Décisions 327

Même dénuée de stipulation d'un prix de cession, la clause de « buy or sell » n'est pas nulle dès lors que son mécanisme permet de déterminer ce prix à partir de celui proposé par le premier offrant et que le déclenchement de la clause est soumis à des conditions objectives.

## **Responsabilité pénale du gérant de SARL en cas de retard dans la soumission des comptes**

Cass. crim. 12-2-2025 n° 23-86.857 F-B : Décisions 328

Le seul retard dans la soumission à l'approbation de l'assemblée des associés ou à l'associé unique d'une SARL de l'inventaire, des comptes annuels et du rapport de gestion ne suffit pas à sanctionner pénalement le gérant.

## **Conditions d'arrêt du plan malgré l'opposition des classes de créanciers**

Cass. com. 5-3-2025 n° 23-22.267 FS-B : Décisions 330

Le tribunal appelé à arrêter le plan de sauvegarde ou de redressement doit comparer le traitement que celui-ci réserve à une partie affectée qui a voté contre ce plan à celui qui serait le sien en cas de cession de l'entreprise seulement si une offre de reprise a été faite ou si un projet de cession lui a été soumis.

## **Rupture d'une relation commerciale établie : modifier les conditions de la relation durant le préavis est possible**

Cass. com. 19-3-2025 n° 23-23.507 F-B : Décisions 342

En cas de rupture d'une relation établie, la durée très longue du préavis, excédant les usages de la profession, peut être une circonstance particulière autorisant l'auteur de la rupture à ne pas maintenir les conditions antérieures pendant toute la durée du préavis.

## **Rupture brutale de relations avec une société établie dans un État tiers : l'action est délictuelle**

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 12-3-2025 n° 23-22.051 FS-B : Décisions 343

Dans l'ordre international, hors champ d'application du droit de l'Union européenne, l'action en responsabilité pour rupture brutale de relations commerciales établies est de nature délictuelle. Tel est le cas de l'action pour rupture de relations par une société américaine.

## **Précisions sur les conditions d'application d'un traité bilatéral d'investissement à un arbitrage**

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 12-2-2025 n° 22-11.436 : Décisions 351 et avis p. 18

La Cour de cassation précise les différentes modalités du contrôle de la compétence en matière d'arbitrage issu d'un traité bilatéral d'investissement.

RJDA 2025  
(c) 2025 Editions Francis Lefebvre

# Revue Lamy de la concurrence

## Délais de paiement : ouverture européenne pour faciliter les dépassements ?

*Jean-Louis FOURGOUX et Leyla DJAVADI*

**Rachat de Teads par Outbrain : une opération structurante pour l'analyse concurrentielle du secteur de la publicité en ligne**

*Étienne CHANTREL et Laëtitia MARTINI*

**Bornes de recharge ouvertes au public : quel bilan retenir un an après l'avis de l'Autorité de la concurrence sur les infrastructures de recharge pour véhicules électriques ?**

*Audrey MAUREL*

**La CJUE poursuit son œuvre d'harmonisation des règles de concurrence applicables en *public enforcement* et en *private enforcement***

*François DAUBA, Charlotte LECOURT-SCHMIDT et Adriano CAPUOCIOLO*

**Refus d'interopérabilité et abus de position dominante : vers une obligation d'ouverture systématique des infrastructures numériques ?**

*Ines CHAABA et Jugwal DOYEN*

**L'éternel (faux ?) débat de la qualification contractuelle ou délictuelle de l'action en rupture brutale en droit international privé**

*Héloïse MEUR*

**Concurrence déloyale dans la joaillerie de luxe : l'affaire *Van Cleef & Arpels c. Louis Vuitton* ou l'opportunité pour la Cour de cassation de réaffirmer que le parasitisme repose sur une faute intentionnelle**

*Julia BOMBARDIER et Juliette TAMALET*

**Direction scientifique**

**Muriel CHAGNY :**  
Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit  
de la concurrence et des contrats, UVSQ – Paris Saclay

**Conseil scientifique**

**Virginie BEAUMEUNIER :**  
Inspectrice générale des finances, Présidente  
de l'observatoire des délais de paiement

**Jacques BOULARD :**  
Premier Président de la Cour d'appel de Paris

**Benoît CŒURE :**  
Président de l'Autorité de la concurrence

**Jean-Louis FOURGOUX :**  
Avocat associé, Mermoz Avocats

**Olivier GUERSENT :**  
Directeur général de la concurrence, Commission  
européenne

**Sarah LACOCHE :**  
Directrice générale de la concurrence, de la consommation  
et de la répression des fraudes

**Irène LUC :**  
Première avocate générale à la Chambre commerciale  
de la Cour de cassation

**Cyril NOURISSAT :**  
Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

**Anne PERROT :**  
Économiste, Inspectrice générale des finances

**Valérie PIRONON :**  
Professeur des universités, Université de Nantes

**Michel PONSARD :**  
Avocat associé, UGGC Avocats, Président de l'Association  
française d'étude de la concurrence (AFEC)

**Jacqueline RIFFAULT-SILK :**  
Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour  
de cassation, Membre fondateur et Président honoraire  
de l'Association of European Competition Law Judges (AECLJ)

**Patrick SAYER :**  
Président du Tribunal des activités économiques de Paris

**Léna SERSIRON :**  
Avocate associée, Baker McKenzie,  
Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit  
de la concurrence (APDC)

**Thibaud VERGÉ :**  
Vice-Président de l'Autorité de la concurrence,  
Professeur d'économie, ENSAE Paris

**Vincent VIGNEAU :**  
Président de la Chambre commerciale, financière  
et économique de la Cour de cassation

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social  
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentante légale :** Rokhaya Pondi

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directrice de la publication :** Rokhaya Pondi

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédacteur en chef :** Jérémie Berlemont

**Ont participé à ce numéro :** Mariam El Bardan,  
Céline Garnier

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 98,93 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2115-8894

**N°ISSN (version imprimée) :** 1770-9377

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 1226 T 85786

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Duplprint, 2 rue Descartes,  
95330 Domont

**Origine du papier :** Portugal

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** imprimé sur papier FSC

**Eutrophisation :** Ptot 0.08 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**N°Cristal 09 69 39 58 58**  
APPEL NON SURTAXE

**courriel :** contact@lamyliaisons.fr

**Internet :** www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale  
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu  
issu de la présente publication, effectuée sans autorisation  
de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :  
RLC 2025, n° 149-1 (acronyme de la revue + année,  
n° de la revue – n° du commentaire)



# Sommaire

## FOCUS ..... P. 4

- Entente dans le secteur des obligations d'État européennes : le Tribunal de l'Union confirme la décision de la Commission

Jérémy BERLEMONT

## LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 6

- Contrôle des concentrations
- Pratiques anticoncurrentielles
- Transparence et pratiques commerciales déloyales
- Aides d'État
- Régulation
- Commande publique

## ÉTUDES ..... P. 17

- Rachat de Teads par Outbrain : une opération structurante pour l'analyse concurrentielle du secteur de la publicité en ligne P. 17

Étienne CHANTREL et Laëtitia MARTINI

- Bornes de recharge ouvertes au public : quel bilan retenir un an après l'avis de l'Autorité de la concurrence sur les infrastructures de recharge pour véhicules électriques ? P. 21

Audrey MAUREL

## ÉCLAIRAGES ..... P. 25

- La CJUE poursuit son œuvre d'harmonisation des règles de concurrence applicables en *public enforcement* et en *private enforcement* P. 25

François DAUBA, Charlotte LECOURT-SCHMIDT et Adriano CAPUOCIOLO

- Délais de paiement : ouverture européenne pour faciliter les dépassements ? P. 31

Jean-Louis FOURGOUX et Leyla DJAVADI

## NOUVEAU REGARD ..... P. 37

- Refus d'interopérabilité et abus de position dominante : vers une obligation d'ouverture systématique des infrastructures numériques ?

Ines CHAABA et Jugwal DOYEN

## JURISPRUDENCES COMMENTÉES ..... P. 42

- L'éternel (faux ?) débat de la qualification contractuelle ou délictuelle de l'action en rupture brutale en droit international privé P. 42

Héloïse MEUR

- Concurrence déloyale dans la joaillerie de luxe : l'affaire *Van Cleef & Arpels c. Louis Vuitton* ou l'opportunité pour la Cour de cassation de réaffirmer que le parasitisme repose sur une faute intentionnelle P. 49

Julia BOMBARDIER et Juliette TAMALET

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## Actualité des procédures collectives, n° 10 du 16 mai 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Repère

SALARIÉS

**Directive Transfert : conditions de la dérogation au transfert des contrats de travail**

N° 109 - Par Eugénie FABRIES-LECEA

[Consulter le PDF](#)

#### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

**La fixation de la date de cessation des paiements doit être justifiée - l'exclusion d'une date antérieure doit également être motivée**

N° 110

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONFUSION DE PATRIMOINES

**Il faut caractériser les relations financières anormales pour justifier l'extension de la liquidation judiciaire**

N° 111

[Consulter le PDF](#)

**L'instance en référé tendant à la condamnation en paiement d'une provision n'est pas une instance en cours - conséquences**

N° 112

[Consulter le PDF](#)

**Forclusion et procédures collectives successives : qui n'a pas déclaré la première fois, peut déclarer la deuxième fois**

N° 113 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

**La fixation des intérêts par une sentence arbitrale ne vaut pas déclaration et admission des intérêts à la procédure collective**

N° 114

[Consulter le PDF](#)

**Conditions de la dérogation au transfert des contrats de travail prévue par l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2001/23**

N° 115

[Consulter le PDF](#)

**La saisie administrative à tiers détenteur produit effet immédiatement, nonobstant l'absence de perception des fonds - toute distribution postérieure par le mandataire judiciaire est donc fautive**

N° 116 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

**Projet de plan de sauvegarde et modalités d'apurement spécifiques des créances déclarées ne font pas bon ménage**

N° 117

[Consulter le PDF](#)

**Application des règles des procédures civiles d'exécution aux adjudications judiciaires réalisées dans le cadre d'une liquidation**

N° 118 - Par Théo SCHERER

[Consulter le PDF](#)

**Reprise des poursuites post liquidation judiciaire : un rappel sur l'application du cas de la fraude du débiteur aux droits des créanciers**

N° 119

[Consulter le PDF](#)

**Faux sur toute la ligne ! Cassation de l'arrêt en sanctions qui n'a pas fait bonne application des textes relatifs à la responsabilité pour insuffisance d'actif et à l'interdiction de gérer**

N° 120

[Consulter le PDF](#)

**Interdiction de gérer : illustration quant au délai de l'action**

N° 121

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS CIVILES

## **Faillite personnelle sur des faits hors débat ne vaut**

N° 122

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## Contrats Concurrence Consommation, n° 5 du 01 mai 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Repère

VICE CACHÉ

**Vice caché et manquement à l'exigence de conformité dans la délivrance : deux concepts différents justifiant des régimes différents**

N° 5 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

#### Alertes

VEILLE | CONCURRENCE

**Liberté d'installation des avocats au Conseil : l'Autorité de la concurrence rend son avis pour les années 2025-2027**

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

**Du 1er mars 2025 au 28 mars 2025**

## Étude



PRODUITS

### Quels changements pour la responsabilité du fait des produits défectueux ?

N° 11 - Par Eva HELESBEUX

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



CONTRATS | FORCE MAJEURE

### Une clause prévoyait l'absence de restitution d'un acompte en cas d'annulation d'une foire pour une raison de force majeure : validité de la clause ?

N° 66

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | FORCE MAJEURE ET RÉOLUTION DU CONTRAT

### Sort d'un contrat de réservation d'un stand pour une foire en définitive annulée en raison de la pandémie de Covid-19

N° 67

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CERTIFICATION

### Le kilométrage de la voiture d'occasion, bien que certifié, était sous-évalué : faut-il prouver une faute du certificateur pour engager sa responsabilité ?

N° 68

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### Appréciation de la rupture brutale en l'absence de clause de renouvellement tacite

N° 69 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE

### Compétence internationale

N° 70 - Par Antoine PERCHE

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### Conditions d'exécution du préavis en cas de désengagement progressif

N° 71 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

### Présomption capitalistique et compétence internationale en matière d'actions privées

N° 72 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

### Confirmation de l'appréciation de la Commission dans l'affaire de l'entente des traders

N° 73 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

## Actions privées : la Cour de cassation se prononce dans l'affaire des revêtements de sols résilients

N° 74 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

## Le mineur sportif « espoir » est un consommateur : une décision surprenante de la CJUE !

N° 75 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRESCRIPTION BIENNALE

## La troisième chambre civile précise sa jurisprudence en matière de prescription en cas de réception avec réserves

N° 76 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | RÈGLEMENT N° 261/2004

## Voyage à forfait

N° 77 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

## Clauses abusives

N° 78 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

## Formule



CONTRAT - PACTE DE PRÉFÉRENCE - VENTE D'UN BIEN

## La clause de durée du pacte de préférence

N° 5 - Par Anne-Sophie LUCAS-PUGET

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

---

## La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 20 du 19 mai 2025

---

### Sommaire du numéro

#### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Fait divers

N° 587 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

#### Au TJ de Bobigny, la Division de la famille et de la jeunesse

N° 588 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ARBITRAGE

#### Les tribunaux de commerce, juges d'appui en matière d'arbitrage : être ou ne pas être ?

N° 589 - Par Patrick SAYER

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ARBITRAGE

#### La réforme du droit de l'arbitrage : un voyage en terre inconnue

N° 590 - Par Mathias AUDIT

[Consulter le PDF](#)

## Frais bancaires sur succession : publication de la loi

N° 591

[Consulter le PDF](#)

## La Cour de cassation fait évoluer sa jurisprudence sur les conditions de validité d'un constat d'achat

N° 592

[Consulter le PDF](#)

## Précisions sur le point du départ de la prescription quinquennale de l'indemnisation au titre de l'aide et l'assistance apportée au parent par l'enfant

N° 593

[Consulter le PDF](#)

## L'interruption de la prescription s'étend d'une action à une autre lorsqu'elles visent les mêmes sinistre et contrat d'assurance

N° 594

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 7 au 14 mai 2025

N° 595

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts P de la Cour de cassation du 28 avril au 4 mai 2025

N° 596

[Consulter le PDF](#)

## Les conditions de l'acte d'attribution d'une créance

N° 597 - Par Marc MIGNOT

[Consulter le PDF](#)

## L'AMF veillera au respect de la parité dans les instances dirigeantes des sociétés cotées

N° 598

[Consulter le PDF](#)

## Journal officiel du 7 au 14 mai 2025

N° 599

[Consulter le PDF](#)

## Arrêts P de la Cour de cassation du 28 avril au 4 mai 2025

N° 600

[Consulter le PDF](#)

## L'inopposabilité au débiteur principal de la chose jugée à l'égard de la caution solidaire

N° 601 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

## Charge de la réparation du préjudice d'anxiété en cas de transfert d'entreprise

N° 602 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## Justification du licenciement postérieur à la dénonciation d'un harcèlement moral

N° 603

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## La datation des faits dans une lettre de licenciement n'est pas une exigence légale

N° 604

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 7 au 14 mai 2025

N° 605

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 28 avril au 4 mai 2025

N° 606

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | MAYOTTE

## Publication de la loi durcissant les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte

N° 607

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 7 au 14 mai 2025

N° 608

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | MARCHÉS PUBLICS

## À Béthune, le Conseil d'État scelle l'unité contractuelle dans la durée

N° 609 - Par Anthony FALGAS

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROCÉDURE

## Épuisement des voies de recours internes en matière de privation de liberté

N° 610 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT DE PROPRIÉTÉ

## Du respect primordial du principe de légalité en cas d'atteinte à la propriété

N° 611 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CITOYENNETÉ

## On n'achète pas sa nationalité... ni la citoyenneté européenne

N° 612 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## L'encadrement des allégations de santé relatives aux produits alimentaires

N° 613 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | POLLUTION

## Preuve d'une pollution marine par images satellite et par backtracking

N° 614 - Par Valérie BAILLY-HASCOËT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## [Au Havre, des études de Droit ancrées dans un territoire maritime et portuaire](#)

N° 615 - Par Géraldine FLEURY-LE GROS

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | ARBITRAGE

## [Faut-il un Code de l'arbitrage ?](#)

N° 616 - Par Charles JARROSSON

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT DES BIENS

## [Droit des biens](#)

N° 617 - Par Hugues PÉRINET-MARQUET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

## [Menace sur l'État de droit](#)

N° 618

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

## [Raisonnement la raison d'État, Où en est l'Europe ?](#)

N° 619

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## [Un projet de réforme du système judiciaire présenté par le garde des Sceaux](#)

N° 620

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

## [Un rapport propose une méthodologie pour l'évaluation des cas d'usage judiciaire de l'IA](#)

N° 621

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDICTIONNELLE

## [Application du régime de faute aux décisions rendues par les bureaux d'aide juridictionnelle](#)

N° 622 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [L'appel des barreaux à ratifier la Convention européenne pour la protection de la profession d'avocat](#)

N° 623

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

---

## La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 21 du 22 mai 2025

---

### Sommaire du numéro

#### Échos de la pratique



##### MARQUE

### 3 QUESTIONS - Copier, coller, sponsoriser : les défis juridiques des dupes

N° 448 - Par Nathalie MARCHAND et Marie DE COMBLES DE NAYVES

[Consulter le PDF](#)

##### COMMERCE INTERNATIONAL

### Contre-mesures et procédure devant l'OMC : la Commission européenne consulte concernant les droits de douane imposés par les États-Unis

N° 449

[Consulter le PDF](#)

##### BIBLIOGRAPHIE

### Le Code pénal de 1994. 30 ans d'application et d'évolutions

N° 450

[Consulter le PDF](#)

##### BIBLIOGRAPHIE

### Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel

N° 451

[Consulter le PDF](#)

**Actualités**



AFFAIRES | NUMÉRIQUE

**Intelligence artificielle générative conversationnelle à vocation interne : quelques points d'attention**

N° 453 - Par Julie PASTERNAK

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

**Établissements de crédit et responsabilité du fait des démarcheurs**

N° 454

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Concurrence déloyale et modification du comportement économique des utilisateurs d'un site internet**

N° 455

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

**Précisions sur le devoir d'information précontractuelle**

N° 456

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

**Mise en oeuvre du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) : publication d'une instruction**

N° 457

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

**Ouverture d'un portail pour faciliter la conformité des entreprises à la CSRD**

N° 458

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Précisions sur le financement de la rémunération du liquidateur dans les liquidations judiciaires impécunieuses**

N° 459

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**MAR / MiF II : publication du rapport final de l'ESMA à propos des actes délégués du Listing Act**

N° 460

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Exigences prudentielles : nouveau règlement délégué**

N° 461

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Conseils techniques sur les abus de marché et les marchés de croissance des PME**

## [dans le cadre de la loi sur la cotation](#)

N° 462

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

### [Rejet d'une demande de déchéance des droits sur les marques et preuves d'usage retenues](#)

N° 463

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

### [Déchéance d'une marque et preuve de son usage](#)

N° 464

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### [Définition des systèmes d'IA et pratiques d'IA interdites : la Commission européenne publie une analyse des retours d'information des parties prenantes](#)

N° 465

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

### [Ordonnance sur requête et protection du secret des affaires](#)

N° 466

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [De la déchéance du droit aux intérêts](#)

N° 467

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [Validité de la clause d'anatocisme dans le contexte d'un prêt viager hypothécaire émis avant la loi n° 2008-776 du 4 août 2008](#)

N° 468

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [Équilibre femmes-hommes : l'AMF veillera au respect de la parité dans les instances dirigeantes des sociétés cotées](#)

N° 469

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

### [Critères de distinction entre temps de travail effectif et astreinte sous l'influence de la CJUE](#)

N° 470

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

### [Plancher indemnitaire pour licenciement sans cause réelle et sérieuse](#)

N° 471

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

### [Prise en compte des sommes affectées par le personnel intérimaire à son CET pour calculer la réduction générale sur les bas salaires](#)

N° 472

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Facturation électronique : publication des premiers documents issus d'une commission de normalisation tenue par l'AFNOR

N° 473

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

## Maintien des règles relatives au télétravail transfrontalier dans la nouvelle convention fiscale France-Belgique

N° 474

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

## La communication des informations fournies par les tiers

N° 475

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

## La communication des informations fournies par les tiers - suite

N° 476

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

## Suppression de l'auto-certification des logiciels et systèmes de caisse : un délai est accordé pour la certification par les éditeurs

N° 477

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## Le compte courant d'associé débiteur

N° 1145 - Par Antoinette ALABA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

## Fausse déclarations + détournement aides covid = interdiction de gérer

N° 1146 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Usages

N° 1147

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

## Van Cleef contre Louis Vuitton : la difficulté de la preuve du parasitisme

N° 1148 - Par Camille MARÉCHAL POLLAUD-DULIAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

## Précisions sur le devoir de vigilance du banquier présentateur d'un chèque de banque

N° 1149 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

## Clause d'indexation invalidée dans son intégralité : attention au calcul de la créance de restitution !

N° 1150 - Par Isabelle BOISMERY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## **BAIL COMMERCIAL - Fixation du loyer - Déplafonnement - Travaux effectués par le preneur**

N° 1151

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## **Pas de requalification en salariat d'un travail via une plateforme, quels enseignements ?**

N° 1152 - Par Franck MOREL

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

## **BSPCE : les tergiversations du Parlement auront-elles raison de l'application dans le temps de la réforme portant sur l'apport des BSPCE ?**

N° 1153 - Par Stéphane BUFFA

[Consulter le PDF](#)

## À la une

### La réforme des nullités en droit des sociétés : un pas de trop en avant ?

note par Louis-Marie SAVATIER sous Ord. n° 2025-229, 12 mars 2025

*Bien qu'elle apporte des améliorations formelles attendues, l'ordonnance du 12 mars 2025 compromet son objectif de sécurité juridique en élargissant les causes de nullité tout en affaiblissant leur sanction, au risque de nuire à l'effectivité du droit des sociétés.*



© Onchira\_AdobeStock - généré à l'aide de l'IA

## Actualité

### Justice : la politique des petits pas de Gérard Darmanin

focus

### Les geôles et dépôts des tribunaux s'ouvrent aux bâtonniers

entretien avec Catherine GLON

## Technique

### Le caractère protéiforme de l'expertise amiable en matière de fixation de loyer

étude par Jean-Marc NOYER

## Jurisprudence

### Dessine-moi un juriste d'entreprise

note par Dominique PIAU sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 mars 2025 (2 arrêts)

## Gazette Spécialisée

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

David DASSA - LE DEIST, Stéphane DETRAZ, Ludivine RICHEFEU et Cédric UZAN-SARANO



# Sommaire

## Gazette du Palais

Édité par Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :  
Emmanuelle Filiberti  
Présidente du Conseil scientifique :  
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie  
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach  
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc  
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville  
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
Abonnements :  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : [relationclients@lextenso.fr](mailto:relationclients@lextenso.fr)

Publicité : [julien.combaud@lextenso.fr](mailto:julien.combaud@lextenso.fr)  
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025  
- Prix TTC au n° : 25,53 €  
+ frais de port  
- Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 621,79 € TTC  
Recueils + table seuls : 601,37 € TTC  
Journal, recueil + table : 832,12 €  
Abonnement feuiltable numérique : 264,44 € TTC  
- Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 699 €  
Journal, recueil + table : 899 €  
Abonnement feuiltable numérique : 259 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)  
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépôt légal à parution  
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,  
53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres  
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),  
issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre  
pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL477m8 ■ Justice : la politique des petits pas de Gérald Darmanin 3
- GPL477l1 ■ Budget 2025 : les crédits de la Justice n'échappent pas à l'annulation de dépenses 5
- GPL477r1 ■ Premières signatures de la Convention sur la protection de la profession d'avocat 6
- GPL477t6 ■ À Lyon, le barreau et la chambre de commerce créent une chambre d'arbitrage et de médiation 7
- GPL477i0 ■ Les geôles et dépôts des tribunaux s'ouvrent aux bâtonniers entretien avec Catherine GLON 8

## Technique

- GPL475u7 ■ Le caractère protéiforme de l'expertise amiable en matière de fixation de loyer étude par Jean-Marc NOYER 10

## Retour sur

- GPL477s1 - Doctrine reconnu coupable de concurrence déloyale envers cinq éditeurs juridiques note par Laurence GARNERIE sous CA Paris, pôle 5, ch. 1, 7 mai 2025 12

## Doctrine

- GPL477k7 ■ La réforme des nullités en droit des sociétés : un pas de trop en avant ? note par Louis-Marie SAVATIER sous Ord. n° 2025-229, 12 mars 2025 13

## Jurisprudence

- GPL477s6 ■ Dessine-moi un juriste d'entreprise note par Dominique PIAU sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 mars 2025 (2 arrêts) 18
- GPL477h3 ■ Absence de contrôle d'une clause attributive de juridiction sur le fondement de l'article 1171 du Code civil note par Pierre GONDARD sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 avr. 2025 22
- GPL476m4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 25
- GPL476p3 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL476m2 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD 32
- GPL477b9 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile avec la collaboration de Marie DUGUÉ, Stéphane GERRY-VERNIÈRES, Zoé JACQUEMIN et Vincent MAZEAUD en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL477b9> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Sous la responsabilité scientifique de  
Emmanuel DREYER et François FOURMENT

33

LES ARCHIVES BULLETIN JOLY BOURSE

Numéro précédent

## Bulletin Joly Bourse n°3 du 22 mai 2025

Chercher dans ce numéro

### Éditorial

#### Politique et abus de marché

Par Nicolas Rontchevsky

### Actualité

#### Crypto-actifs : intégration dans la doctrine de l'AMF d'orientations des autorités européennes de supervision

#### Loi DDADUE 5 : dispositions de droit financier

### Éclairage

#### Propositions des autorités de marché française et italienne afin de rendre le Régime Pilote européen plus compétitif

Par Clément Saudo

### Autorités de supervision

#### Visites domiciliaires de l'AMF et absence d'obligation de notification du droit de garder le silence : précisions du Conseil constitutionnel

Par Kami Haeri, Robin Hassid

### Abus de marché

#### Le droit à être jugé dans un délai raisonnable en matière boursière

Par Éric Dezeuze, Léna Dufeutrelle

### Prestataires

#### L'obligation d'apporter son concours à la mission de contrôle avec diligence et loyauté à la loupe du Conseil d'État

Par Jérôme Herbet

## **Suppression des commissions de mouvement dans la gestion sous mandat : modification du RGAMF et mise à jour de la doctrine de l'AMF**

Par Michel Storck

## **Rejet de la requête en référé visant à suspendre un accord de composition administrative entre l'AMF et I-Kapital**

## **Gestion d'actifs et titrisation**

### **Réforme en profondeur de la vie et de la liquidation des fonds d'investissement**

Par Isabelle Riassetto, Michel Storck

## **Opérations financières**

### **La cour d'appel de Paris définit le contrôle de fait au sens de l'article L. 233-3, I, 3°, du Code de commerce et juge que Bolloré contrôle Vivendi**

Par Dominique Schmidt

## **Compliance**

### **Lignes directrices « LCB-FT » ACPR/Tracfin : renforcement du cadre de vigilance et de déclaration à l'épreuve des évolutions technologiques et des comportements criminels**

Par Martine Samuelian, Alexandre Hassine

### **Application par l'AMF et l'ACPR des orientations de l'ABE sur le gel des avoirs : enjeux pour les PSAN et les PSCA**

Par Anthony Aranda Vasquez

## **Doctrine**

### **Le contrôle d'une société anonyme au sens de l'article L. 233-3, I, 3°, du Code de commerce**

Par Dominique Schmidt

### **L'activisme short : une activité périlleuse, entre abus et transparence de marché**

Par Quentin Bertrand

## **Libre-propos**

### **Abus de marché : un sursaut du pénal ?**

Par Johan Prorok

**PRATIQUE** P. 14  
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

## Aspects internationaux du règlement civil et fiscal d'une succession dans un contexte franco-portugais

par *Maxime Lorient* et *Nuno Monteiro*

**ACTUALITÉS** P. 5

**RURAL**

Baux ruraux : conditions d'exercice du droit de reprise par une société familiale

**IMMOBILIER**

Loi DDADUE 5 : principales mesures concernant les actes courants

**ENTREPRISE**

Loi DDADUE 5 : principales mesures concernant les entreprises

**PERSONNES / FAMILLE**

Indivision forcée : démolition des nouveaux ouvrages édifiés sans le consentement d'un indivisaire

**DOCTRINE** P. 22

**PERSONNES / FAMILLE**

L'incommodité du partage en nature : état des lieux et perspectives

par *Olivier Vix*

**CHRONIQUES** P. 27

**ENTREPRISE**

Droit des sociétés  
par *Étienne Casimir*  
et *Jean-François Hamelin*

## ACTUALITÉS P. 5

### À LA UNE

DEF225x5 ■ Baux ruraux : conditions d'exercice du droit de reprise par une société familiale

---

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF225x0 ■ Loi DDADUE 5 : principales mesures concernant les actes courants

---

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF225x1 ■ Changement d'usage illicite : pas de rétroactivité de la loi relative à l'amende civile

---

### ENTREPRISE

DEF225x2 ■ Loi DDADUE 5 : principales mesures concernant les entreprises

---

### FAMILLE - PATRIMOINE

DEF225x3 ■ Indivision forcée : démolition des nouveaux ouvrages édifiés sans le consentement d'un indivisaire

---

## PRATIQUE P. 14

### ÉTUDES DE CAS

DEF225p7 ■ Aspects internationaux du règlement civil et fiscal d'une succession dans un contexte franco-portugais  
par **Maxime Lorient** et **Nuno Monteiro**

---

## DOCTRINE P. 22

DEF225d3 ■ L'incommodité du partage en nature : état des lieux et perspectives  
par **Olivier Vix**

---

## CHRONIQUES P. 27

DEF225u5 ■ Droit des sociétés  
par **Étienne Casimir** et **Jean-François Hamelin**

---

## VIE PRO P. 36

---

## OFFRES ET DEMANDES P. 42

---

## INDICES P. 44

---